



# PERSPECTIVES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Au sein du PLQ, on se dit qu'il vaut mieux susciter la grogne populaire en ne tenant pas d'enquête sur l'industrie de la construction que renoncer au pouvoir pour des années.

QUÉBEC

## Le pari de l'entêtement

ROBERT DUTRISAC

Québec — Alors qu'il était dans l'opposition, un député libéral a eu la surprise de découvrir dans le rapport financier du Directeur général des élections (DGE) qu'un industriel de sa circonscription, un libéral notoire de sa connaissance, avait versé une jolie somme à la caisse du Parti québécois. L'entrepreneur lui avait expliqué qu'un collecteur de fonds du PQ l'avait contacté après que son entreprise eut reçu une aide financière de la Société industrielle du Québec, l'ancêtre d'Investissement Québec. Le «bagman» péquiste lui avait simplement suggéré qu'un petit don au parti au pouvoir après faveur obtenue serait de bon aloi.

Il y a fort à parier que ce petit manège s'est répété dans le cas de certaines garderies privées des régions de Montréal, des Laurentides et de Lanaudière qui ont obtenu de nouvelles places à 7 \$ et dont les propriétaires ont contribué, pour la première fois de leur vie, à la caisse du Parti libéral en 2008, l'année où les places ont été attribuées.

A moins qu'il ne s'agisse d'un geste de reconnaissance spontané. C'est ce qui s'est produit à la garderie Les Petits Génies du préscolaire, de Mascouche, comme le rapportait hier le quotidien *The Gazette*. La propriétaire, Ada Bianco, qui n'avait contribué à aucun parti politique depuis une décennie, a donné 3000 \$, le maximum permis, au PLQ en 2008, quelques mois après avoir obtenu le feu vert pour offrir 80 nouvelles places. C'était une forme de «remerciement», a expliqué Mme Bianco, un geste de reconnaissance envers Michelle Courchesne, la députée de Fabre, où réside la propriétaire de la garderie. C'est une femme remarquable, a dit Mme Bianco. Elle avait aussi le mérite d'être la ministre de la Famille, la première responsable de l'attribution des places.

### La loi

Tout cela est conforme à la Loi sur le financement des partis politiques. Les contributions ont été dûment déclarées, elles ne dépassaient pas le maximum autorisé, les donateurs étaient des personnes habilitées à voter et leur nom se retrouve dans la liste du DGE. Mais cela illustre bien pourquoi il est beaucoup plus facile pour un parti politique de trouver du financement quand il est au pouvoir. Les faveurs obtenues, ou celles attendues, constituent un bon fonds de commerce.

D'ailleurs, presque sept ans après avoir pris le pouvoir, le PLQ est une formidable machine à collecter de l'argent. L'an dernier, le parti de Jean



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une année difficile pour Jean Charest

Charest a encaissé 10 millions. C'était une année faste, car c'était une année d'élections. Mais bon an, mal an, le PLQ récolte entre sept et neuf millions, soit le double du PQ. On se demande ce que fait le PLQ avec autant d'argent, surtout quand on pense que les dépenses électorales des partis au Québec ne peuvent excéder 3,8 millions et que les élections ont lieu habituellement tous les quatre ans. Le salaire de 75 000 \$ versé par le parti à Jean Charest, c'est une goutte dans l'océan.

Evidemment, ce n'est pas avec des petits 20 \$ que le PLQ peut amasser de telles sommes. Quatre-vingts pour cent de son financement dit «populaire» vient de contributions de 200 \$ et plus. Il est d'ailleurs révélateur que Michelle Courchesne, dans un point de presse mercredi, se soit plainte du fait que les allégations du PQ relativement aux donateurs libéraux et aux garderies privées risquaient d'inciter les «entreprises privées» à ne plus financer les formations politiques. Or la loi stipule que seules les personnes en chair et en os peuvent contribuer à la caisse des partis.

C'est dans ce contexte que Jean Charest rejette

obstinément la tenue d'une enquête publique sur l'industrie de la construction. Les entreprises de travaux publics, par l'entremise de leurs actionnaires, de leurs dirigeants, des membres de leur famille élargie, de leurs connaissances, des connaissances de leurs connaissances, etc., sont de grands donateurs des partis, surtout du parti gouvernemental.

Au sein de la députation libérale, on se dit que mieux vaut susciter la grogne populaire en écartant la tenue d'une enquête publique que de renoncer au pouvoir pendant dix ans à la suite de l'enquête. C'est la leçon qu'on tire de la commission Gomery et des malheurs des libéraux fédéraux depuis.

On se dit aussi que Gérald Tremblay a fini par gagner ses élections même s'il a fermé les yeux pendant des années sur la collusion dans l'industrie de la construction.

### Une année affligeante

Ce n'est pas seulement la dernière session mais toute la première année du troisième mandat de gouvernement qui a été affligeante. Si les

appuis que récoltent les libéraux dans les sondages avaient jusqu'ici assez bien tenu, le dernier sondage Léger Marketing, publié dans les pages du *Devoir* la semaine dernière, a de quoi les inquiéter. À 60 %, le taux d'insatisfaction envers le gouvernement Charest a grimpé de 10 %.

Le sondage publié hier dans *Le Journal de Québec* est tout aussi accablant: 69 % des électeurs croient que le gouvernement Charest refuse d'ordonner une commission d'enquête parce qu'il craint que des personnes qui lui sont proches soient mises en cause.

Qui plus est, le sondage du *Devoir* précède les révélations sur les donateurs libéraux et leurs garderies, une situation que l'opposition péquiste a su si bien exploiter. La collusion dans l'industrie de la construction est déjà une situation qui indignait l'électorat, mais que les «petits amis» du régime se recrutent dans les garderies, voilà qui est du plus mauvais effet.

### Des doutes

Les doutes qui planent sur l'intégrité des libéraux risquent de miner sérieusement leur capacité de gouverner alors que le gouvernement Charest fait face à la pire situation des finances publiques depuis plus de dix ans. Jusqu'ici, Jean Charest s'est tenu bien loin de ce nœud gordien, laissant le ministre des Finances, Raymond Bachand, élucubrer sur d'éventuelles hausses de tarifs d'électricité et augmentations de la taxe de vente, autant de mesures impopulaires qui risquent de mettre à mal la classe moyenne, ce cochon de payeur dont dépend la réélection du gouvernement, est-il utile de le rappeler.

Il n'y a rien là qui vaille pour le gouvernement, rien pour remonter sa cote auprès d'un électorat méfiant. Or Jean Charest ne pourra pas esquiver la question des finances publiques éternellement; les agences de crédit l'ont à l'œil. Le premier ministre a confirmé hier qu'il présidera une rencontre — et non pas un «sommet», a-t-il tenu à préciser, ce terme par trop péquiste — en janvier pour sonder les cœurs sur les moyens à prendre afin de sortir d'une impasse budgétaire de cinq milliards. Jusqu'à maintenant, le premier ministre s'est croisé les doigts, tablant avant tout sur une providentielle croissance économique d'ici le prochain rendez-vous électoral.

Intégrité remise en question, hausse de taxes et de tarifs, possibles compressions, voilà un cocktail plus imbuivable que détonnant. La question est de savoir pendant combien de temps Jean Charest parviendra à repousser ce calice.

*Le Devoir*



## Réalisez vos rêves !

**Vous cherchez à répondre aux exigences et aux défis du monde du travail ?**

Nos cours de perfectionnement professionnel peuvent vous procurer un net avantage concurrentiel.

- **Gestion de projets** (PMI®: 160 PDU's)
- **Gestion de projets avancée** (PMI®: 40 PDU's)
- **Amélioration des compétences en animation de réunions** (PMI®: 78 PDU's) **NOUVEAU**
- **Analyse d'affaires** (IIBA®: 78 PDs) **NOUVEAU**

Pour obtenir plus de renseignements : 514-398-5454  
 gs.conted@mcgill.ca | [www.mcgill.ca/conted/prodep](http://www.mcgill.ca/conted/prodep)

**McGill**  
 Centre d'éducation permanente

Début des cours :  
**Janvier 2010**

# PERSPECTIVES

COPENHAGUE

## Catastrophes annoncées

L' époque est à la fuite en avant, au confort des habitudes. Cela est vrai autant pour les individus que pour les gouvernements. Seule la mort annoncée nous fait réagir. Mais encore faut-il croire le diagnostic, en connaître les détails, puis en consulter ailleurs pour ne pas avoir à changer radicalement. On recherche le traitement le plus doux même si le résultat est incertain. C'est dans cet état d'esprit que la majorité des grands pays se rendent à Copenhague. Comment lutter contre la maladie sans trop prendre de médicaments? Voilà la coupable question qui évite la réalité dont voici quelques exemples.



GIL COURTEMANCHE

■ Climat  
On s'entend pour vouloir limiter à moins de deux degrés Celsius la hausse des températures d'ici 2050. Compte tenu des objectifs non réalisés de Kyoto, on peut douter des résultats. Une augmentation de deux degrés provoquerait un risque d'extinction de 30 % des espèces végétales et animales. La production agricole dans les régions tropicales chuterait sérieusement et entraînerait un risque accru de famine. Et je ne vous parle pas des coraux qui deviendraient blancs. Pensons plutôt à une augmentation de trois degrés des températures, compte tenu de nos faillites passées. Cela entraînerait la disparition de 30 % des terrains marécageux le long des littoraux, l'accroissement de la mortalité causée par la chaleur, les inondations ou la sécheresse. Des centaines de millions de personnes manqueraient d'eau.

■ Les perdants

Ceux qui paieront le moins, ce sont les pays industriels, malgré leur culpabilité dans le réchauffement climatique. Vingt-deux des vingt-huit pays les plus menacés par les conséquences du réchauffement planétaire sont des pays africains. Mais des pays considérés comme moins vulnérables paient déjà un lourd prix. La sécheresse en Argentine a fait baisser la production de 10 %. Mais on s'en fout, de la pampa.

■ L'Himalaya

Il n'y a pas que la banquise arctique qui fond, menaçant le mode de vie des Inuits. Les somptueux et spectaculaires glaciers de l'Himalaya partent aussi à la dérive. Ils alimentent en eau des bassins qui nourrissent au moins 600 millions de personnes. L'alerte est grave, selon le Groupe d'experts de l'Organisation des Nations unies: «Les glaciers de l'Himalaya reculent plus vite qu'en aucun autre endroit du monde et, si cela continue au taux actuel, la plupart d'entre eux auront disparu en 2035.» M. Harper, la disparition du mont Everest, ça vous fait quoi?

■ Les sans-grade

Le point culminant des îles Niue est de 68 cm, celui de Tuvalu, de 4,5 mètres. Quelques années encore de survie pour les 15 000 personnes qui vivent dans ces îlots du Pacifique. Elles déménageront quand la mer montera, d'ici une vingtaine d'années. Où, on ne le sait pas, parce que la loi internationale ne reconnaît pas les réfugiés climatiques, qui sont déjà nombreux et qui vont se multiplier.

Je vous parle de ces petites îles, si basses qu'elles seront englouties et qu'on trouvera bien un moyen de créer un camp de réfugiés pour si peu de personnes. Mais que fera-t-on avec les Maldives, des centaines d'îles qui culminent à 2,3 mètres? C'est un pays de plus de 300 000 habitants condamné à disparaître lors de la montée des eaux. Le gouvernement achète des terres en Inde, au Sri Lanka et en Australie pour créer un nouvel État maldivien quand celui qui existe aujourd'hui sera mangé par la mer. Vous trouvez, M. Harper, que ce n'est pas beaucoup de victimes et que de toute manière nos échanges commerciaux avec les Maldives sont inexistantes? Je vous comprends. Mais en fait, M. Harper, il y avait en 2008, selon l'ONU, 20 millions d'écotouristes et on prévoit qu'ils seront 200 millions en 2050. Bien sûr, nous serons morts. Mais que diront vos petits-enfants quand ils verront des flottilles d'écotouristes débarquer dans le port de Vancouver? Ils diront que grand-papa ne comprenait rien.

■ La pampa

J'ai évoqué l'Argentine plus haut. La tragédie est pire que la baisse du PIB. La sécheresse touche 90 % du pays. Des centaines de milliers de bovins meurent. La pampa n'a presque plus d'eau, et on s'y bat entre communautés locales pour avoir accès au peu qui reste. L'Argentine est pourtant un pays riche.

■ Grand Lahou

C'est une ville de Côte d'Ivoire sur le golfe de Guinée. C'était une ville. Une jolie bourgade de 15 000 habitants, ville coloniale avec de beaux édifices construits sur une bande de sable d'un kilomètre de large qui protégeait une lagune. Montée des eaux et érosion ont fait disparaître la bande de sable, qui ne fait plus qu'une dizaine de mètres. Grand Lahou a été relocalisé à quinze kilomètres à l'intérieur des terres. Pas très bon pour une population de pêcheurs.

■ Le Canada

C'est évidemment une autre catastrophe annoncée. Citation d'un grand hebdomadaire européen: «Un seul pays se refuse toujours à aborder le dossier climatique avec bonne volonté: le Canada.» Nous sommes une catastrophe pour la planète, avec les États-Unis, la Chine et la Russie, et nous ne faisons même pas semblant de vouloir négocier. Et l'hebdomadaire poursuit: «Le bilan environnemental du Canada est pourtant désastreux: les émissions de gaz à effet de serre ont grimpé de 26 % entre 1990 et 2007, ce qui fait du Canada le pays du G8 où ces émissions ont le plus augmenté. Mais on s'en fout, M. Harper, que les Maldives soient englouties, que 200 millions de personnes errent sur des routes qui ne mènent nulle part. On s'en fout que les Africains meurent de faim pourvu que le rodéo de Calgary se poursuive et que les sables bitumineux continuent à nous enrichir en tuant un peu partout. Mais cela, personne ne le sait, dit le chef de cabinet.»

## Le borbier mexicain

La crise a durement frappé le pays de Felipe Calderón

Mexico a déjà des airs de fête: lumières, sapsins gigantesques et multicolores, et même la plus grande patinoire extérieure du continent, sinon du monde, en plein cœur du quartier historique, face à la cathédrale baroque du XVI<sup>e</sup> siècle et du palais national, rappelant comme un jumeau le palais des Doges de Venise. Mais tout n'est pas rose au pays de Felipe Calderón.

BRIGITTE MORISSETTE

Mexico — La crise, particulièrement douloureuse dans un Mexique qui comptait sur les États-Unis pour alimenter ses usines de sous-traitance et l'indispensable manne de ses travailleurs émigrés, a plongé l'ancien Empire aztèque dans le borbier. Et pourtant, le pays du *chile* — pour paraphraser les Mexicains qui appellent gentiment le Canada «*el país de la hoja de maple*» (le pays de la feuille d'érable) — ne cesse d'exercer une fascination. Même chez nos compatriotes commerçants qui lançaient en 1994, à l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), comme des cow-boys exaltés: «*Let's compete!*» Eh bien, ce sont les Mexicains qui nous concurrencent, et avec quel talent.

L'ALENA, entré en vigueur il y a 15 ans, a fait son œuvre pour le meilleur et pour le pire, particulièrement chez les petits agriculteurs, étouffés sous l'afflux de produits américains. Mais lorsqu'on s'apitoie sur le sort d'un Mexique qui clôturera l'année avec une chute de 8 % de son PIB, 800 000 emplois perdus et des centaines de *maquiladoras* (usines de sous-traitance) envolées, l'ambassadeur du Canada, Guillermo Rishchynski, réagit vivement. Les échanges commerciaux entre le Canada et le Mexique dépassent les 26 milliards de dollars. Cinq fois plus qu'à l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1994. Le Mexique nous a doublés et nous vend de tout: des composants d'ordinateur et même des pièces d'avion, jusqu'au brocoli et aux fraises dont on ne saurait plus se passer en hiver. Et les investissements canadiens au Mexique ont augmenté de 45 %, pour dépasser les 7 milliards de dollars.

Les trois quarts des 110 millions de Mexicains ne peuvent acheter ce qu'ils fabriquent en grande partie pour l'exportation

Le problème, c'est que les trois quarts des 110 millions de Mexicains ne peuvent acheter ce qu'ils fabriquent en grande partie pour l'exportation. D'où ce cri d'alarme: il faut changer de modèle économique. En clair: produire en priorité pour le marché intérieur.

Lorsque le peso plonge de 20 %, comme cela a été le cas l'été dernier, les produits mexicains gagnent en compétitivité, certes. Les consommateurs, eux, n'ont plus qu'à se serrer la ceinture après un rééquilibrage des marchandises presque instantané.

Il faut voir les achats aux caisses des supermarchés: habitués à une cuisine extraordinairement variée avant la première grande dévaluation de 1976, suivie d'une inflation en cascades, les Mexicains achètent aujourd'hui les saucisses à hot-dog par kilos. Résultat: une majorité d'entre eux ont doublé leur tour de taille. On ne meurt plus au Mexique d'infections intestinales, mais d'abord de diabète et d'obésité.

La déprime d'un président

C'est un président un peu déprimé qui accueillera la gouverneure générale du Canada. Car, élu en 2006 comme «le président de l'emploi», Felipe Calderón vient de changer de cap: «*primero los pobres*». D'abord les pauvres. C'est ce que disait aussi son adversaire de gauche aux présidentielles de 2006. Pas de reprise avant 2011, prédisent les cassandres du Fonds monétaire international (FMI), tandis que l'économiste Josef Stiglitz se fait tancer pour avoir accusé le Mexique de n'offrir aucun véritable plan de relance.



HENRY ROMERO REUTERS

Le président Felipe Calderón a maintenant décidé de s'occuper de la pauvreté.

Un indigène du Chiapas, réuni ce week-end avec d'autres représentants autochtones, a eu en conférence de presse cette critique amère: «*Pour faire face à la crise, les gouvernements locaux annoncent des projets faraïeux d'infrastructures — mais ça se résume souvent à la construction de routes... pour les touristes.*»

Le Chiapas

Au Chiapas, la destination la plus courue des touristes européens, des femmes mayas ont reçu de l'aide du Fonds-Canada: 400 000 \$ par an fournis par l'Agence canadienne du développement international (ACDI) et gérés par l'ambassade du Canada à Mexico pour soutenir les communautés les plus négligées — particulièrement dans le sud du Mexique. Une trentaine de projets mis en œuvre en 2009 disposent en moyenne d'un budget d'environ 15 000 \$.

Le tourisme demeure cependant une industrie peu accessible à des paysans, dont la majorité cultive entre un et quatre hectares de café

pour un revenu annuel (fluctuant selon les cours boursiers) qui ne dépasse pas quelques milliers de dollars. Cela dit, ces petits agriculteurs ont considérablement amélioré leurs cultures du café et peuvent maintenant afficher, jusque sur les marchés internationaux, l'étiquette magique: organique.

Une autochtone d'Ocosingo — à deux heures de San Cristobal de las Casas — vivant dans une hutte en roseau au plancher de terre battue, n'ayant jamais connu ni toilettes ni eau courante, marchant pieds nus dans le froid et la brume du petit matin pour aller vendre ses jolis paniers au marché de San Cristobal, aura du mal à décrocher un emploi de femme de chambre dans l'une des plus jolies villes coloniales des Amériques.

Le Chiapas ouvre la porte sur cette Mésopotamie qui fascine les touristes accourant à San Cristobal sur les traces de la célèbre photographe Gertrud Blum. Cette Suisse allemande dont la maison-auberge a été transformée en musée fit de la Selva Lacandona son domaine réservé, habité par d'étranges Indiens coiffés d'une frange et de longs cheveux, vêtus d'une simple tunique blanche en coton — et cela à la barbe des anthropologues qui hantent le Chiapas depuis un siècle et demi.

Après avoir secoué un gouvernement centralisateur qui réprimait militairement toute velléité d'autonomie dans les villages du Haut-Chiapas, le sous-commandant Marcos, avec ses déguisements d'opérette et ses propos subversifs, a disparu de l'actualité aussi mystérieusement qu'il avait surgi à San Cristobal pour dénoncer l'ALENA, le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Le gouverneur actuel de l'État est le neveu d'un écrivain réputé, Juan Sabines; il s'occupe de faire baisser la vapeur dans les brumes glacées du Chiapas.

Mais le Mexique est déjà en mode électoral, alors que Felipe Calderón, élu comme président de l'emploi, vient à peine de célébrer trois ans de pouvoir sur les six ans prévus par la Constitution.

Le pire cri d'alarme a été lancé cette semaine par le recteur de l'Université nationale du Mexique: six millions de jeunes ne vont ni à l'école ni au travail. On les appelle les «*ninís*». Ces «*décrocheurs*» peuvent être tentés par une perspective d'avenir inquiétante: rejoindre les rangs des narcos, ces trafiquants de drogue qui ont forcé le président Calderón à lâcher l'armée dans les rues du Mexique.



ANTONIO NAVA AFP

Le commandant Marcos a disparu de l'actualité mexicaine.

Collaboration spéciale

## PERSPECTIVES

OBAMA À COPENHAGUE

## Un engagement véritable ou pour la forme ?

Washington a décidé de s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique, reste à voir la portée des mesures annoncées

La conférence de l'ONU sur les changements climatiques va s'ouvrir en présence de Barack Obama qui, pressé d'agir par les organisations de défense de l'environnement et les pays européens, a finalement accepté de se rendre au sommet. Le président américain apporte une proposition concrète afin de réduire les rejets de gaz à effet de serre. Mais cette proposition est très modeste.

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Washington — La conférence de l'Organisation des Nations unies s'ouvre à Copenhague lundi avec l'objectif, d'ici sa clôture, le 18 décembre, de jeter les bases d'un traité qui remplacera le protocole de Kyoto. Barack Obama fera une apparition dans la capitale danoise mercredi, avant d'aller à Oslo le lendemain pour recevoir le prix Nobel de la paix.

«La conférence sera plus dynamique en raison de la venue d'un Barack Obama honoré par le Nobel, mais il faut qu'il revienne à Copenhague dans les derniers jours du sommet, quand les quelque 65 autres chefs d'Etat et de gouvernement seront là et quand un accord sera conclu», a dit au Devoir Michael Crocker, porte-parole de Greenpeace-États-Unis. «S'il ne revient pas, sa visite à Copenhague n'aura été qu'un petit tour pour la forme et pour les caméras», prévient-il.

«Il y a beaucoup de pessimisme en ce qui concerne les résultats de la conférence», remarque Michael Crocker, qui se trouve déjà dans la capitale danoise. Ce pessimisme s'explique en grande partie par le manque de leadership de Barack Obama.

Le président américain a, certes, rompu avec la politique de George Bush, qui avait retiré les États-Unis du processus de ratification de Kyoto et nié la réalité du réchauffement de la planète. Six jours seulement après son entrée à la Maison-Blanche, Barack Obama présentait en effet les grandes lignes de son plan de lutte contre les changements climatiques, en partant du principe qu'une politique globale de l'environnement ne nuit pas aux intérêts économiques et sécuritaires des États-Unis, mais y répond.

«Les jours où Washington trainait les pieds sont révolus», lançait Barack Obama le 26 janvier, indiquant que, contrairement à l'administration Bush, son gouvernement «ne niera pas les faits» relatifs au réchauffement, mais «sera guidé par eux».

Son plan de lutte contre les changements climatiques se décline en trois volets.

■ Viser l'indépendance énergétique des États-Unis vis-à-vis des producteurs de pétrole du Moyen-Orient en développant les sources renouvelables aux États-Unis mêmes et en économisant l'énergie, notamment avec la rénovation de millions d'édifices publics et de logements sociaux.

■ Imposer aux constructeurs automobiles des normes de consommation de carburant plus strictes pour les voitures particulières et les camions, et ce, dès la sortie des modèles 2011.

■ Former «une véritable coalition mondiale» contre les changements climatiques, à laquelle Barack Obama veut que participent la Chine et l'Inde, les deux pays émergents qui polluent le plus. En avril, Barack Obama a aussi invité les chefs d'Etat et de gouvernement du Canada et de 14 autres pays à un sommet sur le réchauffement de la planète.

## Quel leadership ?

«Les États-Unis sont prêts à faire preuve de leadership dans le domaine de l'environnement», déclarait le président Obama dès le 26 janvier. Plus de dix mois plus tard, il ne vient pas à Copenhague les mains vides, puisqu'il va y proposer de réduire les émissions de gaz à effet de serre «de l'ordre de» 17 % d'ici 2020, et même de 83 % d'ici 2050.

«C'est la première fois que le président Obama signale qu'il est prêt à se retrousser les manches pour contribuer à la conclusion d'un accord international sur le climat», note le directeur d'Oxfam aux États-Unis, Raymond Offenheiser.

Oxfam et d'autres organisations non gouvernementales appelaient depuis longtemps Barack Obama à participer à la conférence de l'ONU et à faire une proposition concrète. L'Europe aussi avait fait pression en ce sens. Le 25 novembre, quelques heures avant que Barack Obama se décide à annoncer son voyage à Copenhague et à dévoiler sa proposition chiffrée, le premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt, exprimait encore la frustration européenne en jugeant «intenable» la passivité des États-Unis.

Cependant, la proposition américaine est très modeste. En effet, les réductions avancées par Barack Obama n'interviendraient que par rapport aux niveaux de pollution de 2005, pas ceux de 1990 qui, pourtant, étaient plus élevés et sont retenus par la plupart des autres pays industrialisés. La baisse de 17 % des rejets de gaz à effet de serre dont parle Barack Obama n'équivaut qu'à une diminution de 4 à 5 % par rapport à 1990.

Les États-Unis sont donc nettement moins ambitieux que l'Union européenne et le Japon. L'Europe propose une réduction d'au moins 20 % et le Japon, une baisse de 25 % par rapport à 1990. Par ailleurs, plusieurs organisations scientifiques appellent les États-Unis, comme les autres pays industrialisés, à réduire leurs



De l'avis des experts, la cible fixée par Barack Obama est modeste.

DAVID MCNEW APF

rejets d'ici 2020 de 25 à 40 % par rapport à 1990.

Au-delà de ses objectifs chiffrés bien modestes, Barack Obama veut remplacer Kyoto par un document d'un genre inédit: un traité international qui ne créerait pas de droit international.

«Les États-Unis sont obstructionnistes en cela qu'ils proposent de renverser la structure élaborée par Kyoto avec un texte qui n'exigerait d'être respecté qu'au niveau national», indique Michael Crocker de Greenpeace. «Selon Obama, les pays signataires établiraient eux-mêmes leurs objectifs respectifs de réduction de pollution et se soumettraient seulement à une "analyse internationale", non au "droit international", explique-t-il.

L'administration Obama souhaite en effet que les dispositions du traité ne soient pas contraignantes et que ses violations éventuelles ne puissent être contestées que devant les tribunaux du pays violateur.

## Opposition

«Blâmer les États-Unis n'est pas juste», a déclaré au Devoir Tyson Slocum, directeur des questions énergétiques de Public Citizen, mouvement de consommateurs basé à Washington. «Ce ne serait pas une bonne idée pour les États-Unis, surtout dans la crise économique actuelle, de diminuer leurs rejets alors que des concurrents importants comme la Chine ne seraient pas sujets aux mêmes réglementations», fait-il valoir.

Le responsable de Public Citizen note par ailleurs que le Canada «produit une énorme intensité de dioxyde de carbone» et «ne propose pas mieux que les États-Unis». Il est vrai que Steven Harper vise une réduction des rejets canadiens de 20 % par rapport à 2006, ce qui, ramené aux niveaux de pollution de 1990, constitue un objectif similaire à la proposition d'Obama.

Néanmoins, M. Slocum concède que «le Canada n'a pas autant d'influence mondiale sur le cours des choses que les États-Unis». De fait, de tous les pays, les États-Unis ont la plus grande responsabilité dans le processus engagé pour trouver un remplaçant au traité de Kyoto. Ils sont non seulement la plus grande puissance du monde, mais aussi le plus gros pollueur puisqu'un rapport du ministère américain de l'Énergie calcule que les États-Unis produisent 20 tonnes de gaz à effet de

serre par an et par habitant, soit quatre fois plus que la moyenne mondiale.

Or Barack Obama n'a pas assumé cette responsabilité unique jusqu'à présent. «Son manque d'ambition est décevant», déplore Michael Crocker. «Obama se cache derrière le Congrès, et des deux propositions de loi examinées au Congrès, il a choisi, pour formuler sa proposition à Copenhague, la réduction la moins ambitieuse, celle de 17 % envisagée par la Chambre, alors que le Sénat vise 20 %».

«Greenpeace ne brigue pas un second mandat présidentiel!», lance Tyson Slocum de Public Citizen, qui explique le manque d'ambition de Barack Obama par «le délicat processus politique qui entoure la question des changements climatiques aux États-Unis, où il n'y a tout simplement pas de soutien pour une loi nationale solide».

## Les groupes de pression

Si le nombre d'Américains qui croient dans la réalité du réchauffement a un peu fléchi (72 % au lieu de 80 % l'an dernier), 55 % des Américains tiennent à ce que leur pays diminue ses rejets même si la Chine et l'Inde ne le font pas. L'obstacle principal à une politique plus ambitieuse de la part du Parlement et du gouvernement américains réside plutôt dans ce que M. Slocum appelle «le pouvoir politique enraciné de l'industrie de production d'électricité», les compagnies qui promeuvent le maintien et le développement du rôle du charbon et du nucléaire dans la génération d'électricité et qui, selon Public Citizen, ont déjà dépensé cette année 100 millions pour convaincre la Maison-Blanche et le Congrès.

Mais, et c'est un point sur lequel Greenpeace et Public Citizen sont d'accord, M. Obama a toute latitude pour agir et n'est pas limité par le vote du Congrès, qui ne devrait intervenir que l'an prochain. «En 2007, la Cour suprême a reconnu au chef de l'exécutif autorité pour imposer des règles au titre de la Loi sur la propreté de l'air», indique Tyson Slocum, de Public Citizen. «Obama a beaucoup de pouvoirs en tant que chef de l'exécutif et ils doivent jouer un rôle essentiel dans la politique américaine contre les changements climatiques», ajoute M. Crocker, de Greenpeace.

Collaboration spéciale

## Le cloaque



MICHEL DAVID

Au printemps dernier, une série de malchances et de maladresses de la part du PQ avait permis au gouvernement Charest de conclure sur une note heureuse une session parlementaire qui avait été désastreuse.

Dès le lendemain des élections de décembre 2008, il était apparu que les libéraux avaient sciemment minimisé l'impact de la crise financière de l'automne sur les finances publiques et le rendement de la Caisse de dépôt.

Par la suite, les pratiques contestables des administrateurs des FIER, les contrats accordés à la compagnie d'asphaltage dont le ministre David Whissell était actionnaire, et les activités de lobbying du président du PLQ, Jean D'Amours, avaient eu pour effet de placer le gouvernement dans les câbles.

Tout à coup, patatras, les réflexions à voix haute de Jacques Parizeau sur l'opportunité de provoquer des crises pour promouvoir la souveraineté, la défaite crevé-cœur à l'élection partielle de Rivière-du-Loup et, pour couronner le tout, le départ de François Legault avaient complètement renversé la situation.

A leur grande surprise, les libéraux étaient partis en vacances dans l'allégresse, avec cinq points d'avance dans les sondages, alors que les péquistes hébétés se demandaient comment ils avaient pu laisser échapper le ballon devant les buts.

Cette fois-ci, il n'y a pas eu de retournement. Du début à la fin, la session a été cauchemardesque pour le gouvernement Charest. Alors qu'il espérait la placer sous le signe de l'économie, il s'est embourbé dans les questions d'éthique et les allégations de collusion et de favoritisme dans l'octroi des contrats publics.

Même le PQ ne s'attendait pas à ce que ces questions monopolisent l'attention à ce point. Dans son plan, l'éthique devait partager la vedette avec l'identité québécoise et les finances publiques, mais elle les a complètement éclipsés. Seule la grippe A(H1N1) lui a fait une certaine concurrence. De façon inattendue, la campagne municipale à Montréal a eu l'effet d'un catalyseur. Alors que la réélection de Gérald Tremblay aurait pu clore le débat, elle a plutôt eu pour effet de le relancer.

Le refus systématique de tenir une enquête publique sur la corruption dans l'industrie de la construction que réclament trois Québécois sur quatre et la multiplication des manœuvres dilatoires ressemblent de plus en plus à un aveu de culpabilité aux yeux de la population. Pour la première fois en deux ans, le PQ arrive en tête dans les intentions de vote, quatre points devant les libéraux.

Hier, le leader parlementaire du gouvernement qui accompagne obligatoirement le premier ministre au moment de faire le bilan de la session brillait pas son absence. Devenu le symbole de la mauvaise foi gouvernementale dans toute sa splendeur, Jacques Dupuis n'était tout simplement pas montrable.

L'opinion publique a beau être volage, certaines choses collent à la peau. Le dernier coup porté par le député péquiste de Gouin, Nicolas Girard, a fait mal. La possibilité qu'on ait favorisé les contributeurs à la caisse du PLQ dans la distribution de nouvelles places en garderie a de quoi indigner. Qu'on laisse au moins les enfants en dehors de cette sale histoire, ils découvriront le côté obscur bien assez tôt.

Il est un peu prématuré de parler d'odeur de fin de régime, comme celle qui flottait dans l'air au milieu des années 1970, quand le gouvernement Bourassa s'était empressé lui aussi dans les questions d'intégrité. Après tout, il n'y aura pas d'élections générales avant trois ans. Aussi bien dire une éternité.

M. Charest n'en semble pas moins avoir oublié la leçon que M. Bourassa avait tirée de son premier règne. À son retour au pouvoir en 1985, il avait adopté la théorie du triangle, dont les pointes représentaient les trois axes de son credo politique: le développement économique, la paix sociale et la défense des intérêts du Québec.

Au centre du triangle bourrassien se trouvait l'intégrité, sans laquelle tout l'édifice risquait de s'écrouler. Dans le cas de M. Charest, c'est maintenant un cloaque puant qui est au centre du triangle. Et l'odeur nauséabonde se répand partout.

Hier, le premier ministre a tout fait pour recentrer le débat public sur les questions économiques. Son point de presse a commencé par un interminable laïus sur la nécessité de stimuler la relance et de préserver les emplois. Il n'a évoqué la corruption dans l'industrie de la construction que pour mieux rappeler les mesures ponctuelles prises pour l'éradiquer.

De toute évidence, il espère qu'avec la fin de la session parlementaire et les distractions de la période des Fêtes, l'opinion publique finira pas se lasser. Au début de 2010, la grande consultation sur les orientations budgétaires et les négociations avec les syndicats du secteur public offriront d'autres distractions.

Pauline Marois est la première à être consciente du risque d'essoufflement. L'Assemblée nationale ne reprendra ses travaux qu'au début de février. Deux longs mois pendant lesquels le PQ devra imaginer de nouvelles façons d'attiser la braise. Il faudra certainement trouver mieux que la pétition qui a été mise en ligne sur le site de l'Assemblée nationale. Même les cloaques gèlent en hiver.

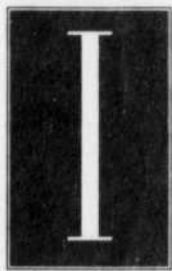
mdavid@ledevoir.com

## ÉDITORIAL

## Tuerie de Polytechnique

## Inscrites dans l'histoire

Vingt ans après Polytechnique, on s'interroge encore sur le sens à donner à la tragédie. Certains vains malaises empêchent le récit d'être inscrit dans notre histoire pour ce qu'il fut: une rebuffade meurtrière à l'endroit des femmes.



MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Il y a celles qui sont tombées sous les balles de Marc Lépine. Quatorze jeunes femmes vouées à un avenir d'ingénieures, futures pionnières fauchées en pleine ascension précisément pour avoir choisi une voie singulière.

Il y a aussi les blessées, les proches des victimes, marqués à tout jamais. Puis il y a celles et ceux qui se souviennent du choc ressenti, pour avoir vécu l'horreur de la nouvelle. Quoi? Ici? Ce geste d'un dérangé lucide visant les femmes, clamant sa haine des féministes, tuant froidement de jeunes filles ayant choisi de se tailler une place dans un milieu d'hommes? De ce malaise ressenti alors subsiste encore une pointe; elle se manifeste notamment dans l'incapacité de certains, certaines, à interpréter pour ce qu'il était le drame de Polytechnique: l'attaque on ne peut plus claire d'un homme contre un groupe de femmes.

Le dossier publié aujourd'hui par *Le Devoir* nous rappelle crûment que 20 ans se sont bel et bien écoulés depuis le drame. Des jeunes filles tout juste entrées à l'université, en 2009, ont appris l'histoire de Poly comme elles ont découvert Columbine, Virginia Tech ou Dawson, tragiques éclats de violence folle en milieu scolaire. L'histoire enseignée au Québec tait, hélas, l'élan misogyne qui colore cet épisode marquant de notre Histoire. Il s'agit d'un silence accablant. Il témoigne à la fois d'une certaine honte; il reflète aussi le contraste opposant diverses formes de féminisme, du combatif extrême à l'inexpressif fade.

Qu'avons-nous appris de Polytechnique? Dans *Les Années Derome*, que diffuse Radio-Canada, la survivante Nathalie Provost a accepté de revisiter le drame qu'elle a vécu depuis cette classe de l'université où Lépine a assassiné les jeunes femmes en paroles — «Je vous haïs, bande de féministes!» — avant de les abattre avec son arme. Elle déplore le malaise profond qui entoure encore la tragédie. Sa plus grande colère? Vivre dans un monde produisant des enfants comme Marc Lépine. «C'est à ça, que j'en veux.»

Dans ce monde de 2009, les luttes des femmes sont encore nécessaires. Elles se mènent non pas en marge des hommes, mais à leurs côtés, grâce à leur soutien. Certaines données rappellent avec brutalité le chemin qu'il reste à faire: à l'Ordre des ingénieurs, il n'y a que 11 % de femmes. Poly comptait 18 % d'étudiantes au premier cycle en 1989; aujourd'hui, elles sont à peine 3 % de plus.

La violence conjugale fait encore un nombre important de victimes, plusieurs souffrant en silence les démesures infligées par des hommes. Les femmes sont agressées sexuellement, sont trop souvent actrices de malheureuses scènes stéréotypées, comme en fait foi cette hypersexualisation banalisée qui érotise de trop jeunes filles.

Dans certains secteurs, les femmes doivent se battre, malgré de significatives avancées, pour gagner le même salaire que leurs collègues masculins. On a même craint il n'y a pas si longtemps que le Canada ne recriminalise l'avortement, réduisant à néant l'un des symboles de la bataille des femmes. Polytechnique ne s'inscrit pas en marge de cette lutte, mais en justifie la nécessité. Pour ces femmes, mortes et blessées, ayons le cœur de nous en souvenir avec exactitude.

machouinard@ledevoir.com

## Enquête sur la construction

## Dialogue de sourds à Québec

L'Assemblée nationale ajournait hier ses travaux dans un rare climat de tension. Les relations entre libéraux et péquistes ont perdu toute civilité. L'enjeu est la tenue d'une commission d'enquête sur le monde de la construction. Le sujet a été à l'ordre du jour de presque toutes les séances de l'automne sans que les positions changent d'un iota. Le gouvernement est ferme dans son refus de déclencher une telle enquête. Un véritable dialogue de sourds.

Il est remarquable de voir que le gouvernement est seul à avoir le pas dans cette affaire. Les maires de Québec et de Montréal, le conseil municipal de Montréal en entier, les procureurs de la Couronne, les syndicats de policiers réclament une telle enquête. L'ensemble des Québécois aussi, comme le montrent les sondages récents. Ce refus d'agir commence d'ailleurs à lui coûter. Même si le gouvernement fait bien par ailleurs dans des domaines tels l'environnement ou l'économie, le taux de satisfaction à son endroit est à la baisse.

Depuis juin dernier, il est passé de 43 % à 34 %, selon le dernier sondage *Le Devoir-Léger Marketing*. À moins de se fermer les yeux, il y a le signe évident d'une perte de confiance envers le gouvernement Charest de la part d'une population que la corruption inquiète.

Le gouvernement Charest ne nie pas l'existence de problèmes de corruption dans le système d'octroi des contrats de construction. Il a pris des mesures pour accélérer les enquêtes policières et a proposé des mesures réglementaires et législatives pour resserrer l'adjudication des contrats. Cela est bien, mais insuffisant. Les policiers attraperont sans doute quelques bandits à qui on fera des procès. Mais leur travail ne permettra pas de comprendre à quel point et de quelle manière le système est perverti. Pour le comprendre, il faut retourner dans le passé, car ce n'est pas d'hier qu'il en est ainsi. Les corruptions et manipulations de toutes sortes, venues tant de l'appareil administratif que de l'appareil politique, ont corrompu et dénaturé le système d'appels d'offres publics. Pour le corriger, il faut un travail de fond, des enquêtes, de la recherche, une réflexion pour aboutir à des propositions de réforme. La réforme de ce système ne s'improvise pas. Il faut plus qu'un ou deux projets de loi rédigés à la va vite comme ceux qui sont à l'étude à l'Assemblée nationale.

Que le gouvernement ait des hésitations à créer une enquête peut se comprendre. La chose est complexe, surtout pour la partie qui a trait à la chasse aux ripoux. Une commission ne peut accuser et condamner qui que ce soit. Il s'agit de bien en définir le mandat. Or le gouvernement Charest refuse de s'engager dans cette voie. Il refuse d'autant plus que le débat s'est polarisé, maintenant que le Parti québécois a vu qu'il avait gagné des points en tapant sur ce clou. S'il disait oui à une enquête, Jean Charest semblerait céder. Maintenant que l'Assemblée nationale a ajourné ses travaux, il faut souhaiter que le premier ministre prenne du recul. Une analyse froide du dossier devrait le convaincre de la nécessité de créer une telle enquête. De la nécessité, aussi, de redonner confiance aux Québécois en leur système politique.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



## LETTRES

## Hommage à Gilles Gariépy

Le décès du journaliste Gilles Gariépy m'amène à faire ce qu'il m'aurait conseillé de ne pas faire lorsqu'il était mon patron à Radio-Canada: exprimer publiquement mon opinion.

Nous sommes de la même génération. Il avait choisi de diriger des journalistes qui, comme moi, avaient choisi de demeurer sur le terrain. Il fut un visionnaire en animant l'équipe qui fonda la Fédération des journalistes du Québec. Comme rédacteur en chef, il sut, par exemple, mettre son intelligence au service du courage qu'il fallait avoir pour s'attaquer à l'administration Drapeau qui, dans les années 1970, dirigeait Montréal sans opposition. Son humour, sa capacité d'écoute, son sens de l'analyse permirent à de nombreux journalistes d'exercer leur métier dans un Québec en transformation où il fallait résister à la tentation de faire partie de ceux qui passaient à l'action plutôt que de demeurer ce que doit être un journaliste: un témoin honnête.

Dans ce nouveau monde de l'hypercommunication mondiale, il faut plus que jamais s'accrocher à ces valeurs fondamentales de l'univers des journalistes: demeurer des spécialistes du doute et de l'ignorance plutôt que de devenir des agitateurs engagés qui confondent parfois l'intérêt public avec leur intérêt personnel.

Salut Gilles. Et merci.

Gilles Gougeon  
Le 4 décembre 2009

## L'économie de guerre

Le Prix Nobel de la paix Barack Obama envoie 30 000 soldats de plus en Afghanistan. Combien plus de chars, de véhicules blindés, de munitions, d'avions?

Derrière ces efforts de guerre «pour la sécurité des États-Unis» et «contre le terrorisme» (guerre perdue d'avance selon plusieurs observateurs) se cache une réalité économique. Le département de la Défense emploie plus de deux millions de militaires et 700 000 civils, et jout d'un budget de 515 milliards de dollars cette année.

Les fournisseurs de la Défense sont également des joueurs importants dans l'économie étatsunienne. Par exemple, Lockheed Martin emploie 146 000 personnes et tire 91 % de ses revenus, totalisant 36 milliards de dollars, des contrats avec la Défense. Réduire les efforts militaires et le budget de la Défense signifierait une augmentation du chômage, déjà supérieur à 10 %. La conversion de l'industrie militaire vers l'industrie civile à la fin de la guerre froide s'est soldée par un échec. Il faudrait déployer une imagination révolutionnaire pour remplacer une partie de l'industrie de la guerre par une industrie au service de l'humanité en paix.

À ce test exigeant, Obama a échoué. Son gouvernement continue à se plier au complexe militaro-industriel. Déjà, en 1961, le président américain Dwight Eisenhower soulignait le danger de cette collusion de

pouvoirs — militaire, industriel et gouvernemental — qui exerce «une influence totale» avec «des implications graves» pour la société. Cet avertissement semble être ignoré aujourd'hui...

Jana Havrankova  
Saint-Lambert, le 3 décembre 2009

## Oui au taux d'alcoolémie à 0,05

Ce que j'attends d'un gouvernement, c'est qu'il prenne des décisions responsables envers la population, et c'est ce que la ministre Boulet fait en ce moment. C'est vrai que les gens conduisent en état d'ébriété. C'est vrai que les jeunes sont moins conscients du danger. Il faut protéger, non pas les gens qui conduisent en état d'ébriété, mais ceux qui sont sur la route et risquent un accident à cause du manque de réflexe d'un conducteur saoul. Je crois que ce n'est pas vrai que les personnes qui conduisent en état d'ébriété ne sont que des récidivistes. Soixante-dix pour cent des personnes qui sont arrêtées en état d'ébriété le sont pour la première fois. Donc, elles ne sont pas toutes des récidivistes. N'oublions pas que cette directive a pour but de sauver des vies et c'est pour cette raison que j'appuie cette idée du gouvernement.

Mathilde Joly  
Mirabel, le 2 décembre 2009

## REVUE DE PRESSE

## S'en laver les mains

Manon Cornéliier

La conférence de Copenhague sur les changements climatiques démarre lundi et le Canada s'y présente avec une réputation entachée, de l'avis de la majorité. Auteur d'un livre sur le sujet, le chroniqueur Jeffrey Simpson, du *Globe and Mail*, résume bien ce point de vue et il le fait sans pitié. Selon lui, le Canada se présentera dans la capitale danoise avec des cibles auxquelles personne — des gouvernements étrangers aux experts et fonctionnaires — n'accorde une once de crédibilité et auxquelles le gouvernement canadien lui-même ne croit pas. Et cela se voit, dit Simpson, aux stratégies d'évitement qu'il emploie. La première est de lier tout geste canadien à la future politique américaine. Cela permet de gagner du temps et, par ricochet, de s'éloigner encore plus de la possibilité de respecter lesdites cibles. Et si le Congrès américain s'enlise, «le gouvernement Harper sera capable de se réjouir en privé» tout en disant aux Canadiens ne pouvoir en faire plus. L'autre stratégie d'évitement est de dire que le Canada ne fera rien à moins que la Chine et l'Inde acceptent des cibles obligatoires. «Pareils engagements pourraient être difficiles à obtenir, ce qui est parfait pour un gouvernement qui ne veut vraiment pas faire grand-chose chez lui.» Simpson convient que beaucoup de pays se livrent à une joute politique et que Copenhague a peu de chances de se conclure sur un accord, mais «le reste du monde a pris la mesure des harperites [...] et s'attend maintenant à une autre piètre performance canadienne caractérisée par beaucoup de relations publiques au pays et un manque de substance à l'étranger».

Tout un contraste avec la détermination af-

fichée par Connie Hedegaard, la ministre danoise de l'Environnement, dans un texte paru dans le *Toronto Star*. Selon elle, Copenhague représente une croisée des chemins. Le monde doit choisir entre la route vers une prospérité verte et un avenir durable et celle de l'inaction qui laissera un lourd héritage aux générations futures. Pour son gouvernement, le choix est clair. «Nous travaillons pour un accord global sans ambiguïté qui réduira les émissions de GES et offrira technologies, moyens financiers et mesures d'adaptation.» Selon elle, le temps presse. «Chaque jour perdu, le prix augmente, tout comme les possibles conséquences catastrophiques des changements climatiques.» Elle se réjouit de voir l'effet qu'à déjà eu l'échéance de Copenhague. Plusieurs pays se sont commis, bien que certains de façon trop timide, car la pression des citoyens, des entreprises et de la société civile commence à se faire sentir. Aux leaders maintenant d'être à la hauteur, dit-elle. Ils «avaient promis aux citoyens de cette planète une solution. Le temps est venu d'assumer cette responsabilité et d'accoucher d'un accord vraiment global et ambitieux. [...] Nous n'avons pas d'autre choix.»

## Quand on refuse de voir...

Le gouvernement Harper ne s'en tire pas beaucoup mieux dans le dossier du transfert des détenus afghans. La réplique des conservateurs aux questions commence à sérieusement irriter. Le *Globe and Mail* résume bien la réaction générale en parlant de «réponses empreintes de mépris à des questions sérieuses et raisonnables». Le quotidien est particulièrement agacé par l'insistance du gouvernement à censurer outre mesure les courriels et notes de service du fonctionnaire dénonciateur Richard Colvin. «Il y a peut-être de bonnes raisons pour noircir cer-

taines portions de ces documents, mais aucune raison convaincante, à part celle passe-partout de la sécurité nationale, n'a été fournie.» Selon le *Globe*, affirmer que ces questions portent ombrage à des «héros de guerre canadiens» relève de la farce. Et en optant pour l'attaque ou le déni, le gouvernement «trahit un problème plus profond: une absence de curiosité à l'égard du sort des détenus». Le quotidien veut bien présumer que le personnel sur le terrain a agi de bonne foi dans des conditions difficiles, mais si des problèmes apparaissent encore aujourd'hui — le gouvernement ayant lui-même dit être intervenu à quelques reprises en 2009 pour obtenir des correctifs —, que dire des accusations passées? «La question revient à nouveau et encore, le gouvernement soulève un écran de fumée, empêche la divulgation de documents et attaque ceux qui posent des questions. Rien de tout cela n'inspire beaucoup confiance à ceux qui cherchent à connaître la vérité.»

James Travers, du *Toronto Star*, conclut, pour sa part, que Stephen Harper n'appuie pas les soldats, mais se cache derrière eux pour éviter d'assumer ses responsabilités. Car au bout du compte, dit Travers, cette affaire des détenus afghans en est une de responsabilité politique. Les libéraux et les conservateurs après eux «ont opté pour des cataplasmes, évité les gestes difficiles et dépendieux qui étaient requis pour s'assurer que ce pays fasse tout ce qui est nécessaire pour se plier à la lettre et à l'esprit des lois canadiennes et internationales». Et du coup, au lieu de protéger les troupes, le gouvernement les a exposées à des risques accrus, de dire Travers, et «ces échecs sont maintenant aggravés par ce qui semble, paraît et sent comme une autre opération de camouflage».

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

## Cent ans d'antiféminisme

MICHELINE DUMONT

Historienne

**L'**antiféminisme a de longues racines: il n'est pas vain de le rappeler. Il n'est donc pas apparu le 6 décembre 1989. Il naît en même temps que le féminisme, ici comme ailleurs. Marie Gérin-Lajoie conserve dans ses papiers un article de journal qui compare les membres du Conseil national des femmes du Canada (créé en 1893) «à d'horribles femmes modernes qui veulent établir la suprématie du genre féminin sur la terre».

Les féministes ne sont pourtant pas nombreuses: quelques dizaines sans doute. Leur programme politique est singulièrement timide. Mais sa seule existence effraie. Marie Gérin-Lajoie avance sur une corde raide: elle est à la merci d'une interdiction épiscopale. «Il ne fait pas bon», écrit une journaliste de l'époque, «exposer trop ouvertement ses théories sur le féminisme».

La grande campagne suffragiste canadienne de 1913 suscite, dans *Le Devoir*, la publication d'une série d'articles virulents contre le féminisme, sous la plume du fondateur lui-même, Henri Bourassa. En 1918, au moment où le vote est accordé aux Canadiennes, Bourassa livre une autre série d'articles incendiaires contre le suffrage des femmes et le féminisme, accusé de vouloir transformer les femmes en hommes. [...]

## Entêtement et ignorance

À partir de 1922, un comité se forme pour réclamer le droit de vote des femmes au Québec et le droit pour les femmes d'être admises au Barreau. Chaque fois que les féministes réussissent à faire présenter un projet de loi en ce sens, plus de 14 fois entre 1922 et 1939, les discours prononcés à l'Assemblée législative donnent lieu à l'expression d'un antiféminisme aussi têtue qu'ignorant.

Les quotidiens reproduisent à l'envi ces propos, les caricaturistes s'en donnent à cœur joie. M<sup>re</sup> Paquet publie un article savant démontrant que «le féminisme est un mouvement pervers qui menace les bases de la famille et de la société». La théologie, la philosophie, la loi naturelle, la biologie, la Bible sont invoquées pour dénoncer les revendications des féministes. L'évêque de Montréal, qui a pourtant soutenu la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste depuis sa création en 1907, déclare en 1929: «Le féminisme est une maladie qui a besoin d'être guérie par d'autres œuvres que celles de la politique; quand vous aurez une femme député de plus, vous ne réglerez rien.» Cette déclaration fait la manchette des journaux. [...]

## Nécessaire militantisme

Après la grande crise des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale, la période de relance économique qui a suivi a instauré un retour aux valeurs traditionnelles, retour exprimé désormais non seulement par les autorités en place, religieuses ou politiques, mais par la société de consommation. L'idéal domestique envahit l'Amérique par la voix des publicitaires, de la télévision et des gadgets de la vie moderne: c'est la «mystique féminine», que dénonce Betty Friedan en 1963. Sans la vigilance de quelques femmes, laïques ou religieuses, les autorités éducatives auraient alors imposé aux collèges féminins, en 1958, un baccalauréat féminin, mieux adapté à cette mystique féminine.

Les femmes se rendent alors compte que les timides avancées des générations précédentes sont loin d'avoir rempli leurs promesses: la militance est de nouveau nécessaire. De nouvelles associations féministes apparaissent durant les années 1960: la Voix des femmes, la Fédération des femmes du Québec, l'AFEAS, en plein milieu de la Révolution tranquille. Mais cette action politique reste invisible. [...] Au cours des années



Dans les années 1980, les femmes sont convaincues que l'avenir leur appartient et plusieurs sont admises à l'École polytechnique. Ci-dessus: commémoration de la tuerie de 1989, il y a deux ans.

1960, si des échos apparaissent concernant la mobilisation des femmes, c'est pour la dénoncer. «Le féminisme et les mouvements de la femme sont nuisibles à l'émancipation de la femme», soutient, en 1966, le député Jean-Paul Lefebvre. [...]

## Féminisme radical

L'irruption du féminisme radical vient bouleverser la donne à partir de la fin de 1969. Suit alors la décennie des années 1970, alors que le «mouvement de libération des femmes» vient occuper le centre de la scène médiatique. Pendant quelques années, le féminisme est une question à la mode. Il suscite livres, pièces de théâtre, films, expositions, groupes, centres, manifestations, «teach-in». Il remplit les chroniques de *Femmes d'aujourd'hui*.

De nouvelles revendications apparaissent à la suite de l'analyse radicale qui dénonce le patriarcat. Le privé est politique. Des revendications qui font apparaître des problèmes vieux comme le monde mais qui avaient été bien dissimulés pendant des millénaires: la violence conjugale, le viol, le harcèlement sexuel, l'avortement, la santé des femmes, la prescription implicite aux responsabilités domestiques pour les femmes. Ce sont de bien mauvaises nouvelles, et la tentation est grande d'accuser surtout les porteuses de mauvaises nouvelles.

Si l'antiféminisme a été moins audible dans la société durant les années 1970, il resurgit de plus belle après le référendum de 1980. L'épisode des «Yvette» a incité les médias à convaincre la population que les «Yvette» rejetaient, en même temps que la souveraineté nationale, «le féminisme jugé radical et sectaire de Lise Payette». On s'est mis à



Le «backlash» se manifeste, entre autres, par une presse féminine inféodée aux publicitaires.

annoncer le déclin du féminisme, l'entrée dans le postféminisme.

## Au banc des accusés

En réalité, le féminisme se transforme, mais toute cette animation se déroule loin des médias. C'est le «backlash» dénoncé aux États-Unis par Susan Faludi, et qui se manifeste ici également par de nombreux phénomènes: cinéma, prescriptions esthétiques et vestimentaires, presse féminine inféodée aux publicitaires, montée de la droite, nébuleuse «pro-vie», etc.

Les féministes sont mises au banc des accusés: de nouveaux problèmes sont apparus et on leur reproche de ne pas contribuer aux solutions. Le mot est lancé: le féminisme entraîne la guerre des sexes. Le temps n'est pas loin où les jeunes femmes rejettent le féminisme, sous prétexte qu'elles ne sont pas contre les hommes, qu'elles ne sont pas des victimes. Elles en sont convaincues: l'avenir leur appartient et plusieurs sont admises à l'École polytechnique.

«J'ai les féministes!» C'est le cri de Marc Lépine, auteur de la tragédie du 6 décembre 1989. Le tueur de Polytechnique n'a certes pas puisé sa prise de position politique dans la lune. Une longue tradition a imposé une mémoire collective masculine et la subordination des femmes comme un élément distinctif de la société québécoise.

## Silence des médias

Depuis le début des années 1980, le magazine *L'Actualité* scande de subtiles positions antiféministes. La presse féminine pervertit le vocabulaire de l'autonomie des femmes au nom de la séduction, de la beauté à tout prix et de la sexualité épidermique. Colette Beauchamp dénonce «le silence des médias» et signe automatiquement sa disparition de la scène journalistique. Une opposition se manifeste en divers lieux contre les programmes d'accès à l'égalité, contre les hommes qui soutiennent le féminisme. Le mouvement masculiniste s'organise et dénonce les hommes qui appuient les féministes. Cet antiféminisme touche même les féministes: plusieurs ont le sentiment d'être allées trop loin.

Quand les femmes voulaient étudier, on disait qu'elles voulaient briser la famille. Quand elles voulaient voter, on disait qu'elles voulaient briser la société. Quand elles réclamaient «à travail égal, salaire égal», les économistes disaient qu'elles voulaient anéantir l'indispensable dépendance économique des femmes. [...] Quand elles ont dénoncé la violence, le viol, le harcèlement, on a dit qu'elles exagéraient, qu'elles victimisaient les femmes. Qui osera dire qu'elles sont allées trop loin?

## Autour d'un triste anniversaire



DENISE BOMBARDIER

«**M**ême si l'épître [sic] Tirez Fou va m'être attribué [sic] dans les médias, je me considère comme un érudit rationnel.» Ainsi se décrivait Marc Lépine dans sa lettre d'adieu, qui annonçait le carnage dont il sera l'initiateur et que chaque année l'on commémore. Depuis vingt ans, tout a été écrit sur cette tuerie de jeunes femmes. Tout, et dirions-nous, pas assez. Surtout à cause de la récupération politique et idéologique du geste.

La lettre de Marc Lépine, déclaration de guerre contre les femmes, n'est pas, comme trop de gens veulent le croire, un texte politique avec sa cohérence et ses objectifs. Ce n'est pas le texte d'un «érudit» que ce ramassis de phrases haineuses remplies de fautes. Ce n'est pas non plus le texte d'un «rationnel» [sic] que cette lettre d'un délirant, mais plutôt la signature d'un psychopathe.

Devant l'horreur humaine, la seule protection qui s'offre à nous est de comprendre. Et c'est, n'en doutons point, ce qui explique que depuis 20 ans l'on n'a de cesse de vouloir interpréter ce crime à la lumière de l'idéologie féministe. Marc Lépine était en guerre contre les féministes. Son action est politique. Il vivait dans un Québec socialement pathologique, voilà ce qui est mis en avant dans la majorité des écrits et en particulier dans le film *Polytechnique* de Denis Villeneuve. Le cinéaste n'a pas résisté à la tentation de reprendre cette thèse de la société québécoise masculine malade des femmes.

Or Marc Lépine est essentiellement un psychopathe enfermé dans une folie dont l'expression fut la haine des femmes. Du temps de notre catholicité unanime, son délire aurait pu être religieux. La voix de Dieu lui aurait alors dicté ses actes. Il aurait pu vouloir tuer le diable en assassinant des religieux, ou la Vierge Marie en assassinant sa propre mère. En d'autres termes, la tragédie de Polytechnique est l'œuvre d'un fou, non d'un machiste fasciste, et devant cette démente nous sommes renvoyés à une impuissance qui nous tue en quelque sorte. Si bien qu'il nous faut obligatoirement y introduire une forme de rationalité et c'est ainsi que la lettre posthume où le tueur expose à travers son horreur des femmes la terreur de sa propre démente est devenue un des textes fondateurs de l'homme tueur potentiel de femmes.

On se souviendra de l'état cataleptique dans lequel le Québec fut alors plongé. On se rappellera ce défilé à Montréal où des hommes désespérés demandaient pardon pour le crime commis. On n'oubliera jamais que, sous le choc, la colère et la douleur, un certain discours féministe affirmait que «tous les hommes sont des Marc Lépine en puissance». Cette terrible assertion a encore ses adeptes et celles-ci y trouvent des justifications permanentes dans les cas de violence conjugale dont les hommes sont, sauf exception, les responsables.

Le caporal Lortie, qui, fusil-mitrailleur à la main, est entré à l'Assemblée nationale pour tuer les députés, a échoué dans sa tentative. Le délire de celui-ci avait pour objet le meurtre du père à travers les représentants de l'autorité civile. Un psychanalyste français s'est d'ailleurs penché sur son cas. Or son geste n'a jamais, dans l'esprit des gens, été qualifié de politique ou d'idéologique comme on le fait pour Marc Lépine. La tuerie de Polytechnique nous a terrassés parce qu'elle est survenue dans le contexte des revendications féministes alors que les femmes québécoises se battaient pour leurs droits parfois sans trop ménager les hommes et sans éviter de les culpabiliser. Dans cette atmosphère de tension entre les sexes, les actes d'un psychopathe furent interprétés comme la réponse ultime et sanglante au combat féministe. Les hommes québécois se sont sentis coupables par association, honteux de leur sexe, et se sont réfugiés dans le silence durant des mois, voire des années.

Vingt ans plus tard, l'on semble encore chercher à atténuer la folie de Marc Lépine et à trouver un sens à ce carnage. La bataille en faveur du contrôle des armes à feu a mobilisé la population. Cette bataille sert de catharsis aux proches et à tous ceux qui subissent encore le traumatisme de la tuerie. Les familles ne veulent pas que leurs filles, leurs sœurs, leurs fiancées soient mortes pour rien. Hélas, même un contrôle nécessaire et plus sévère des armes à feu ne ferait pas disparaître les actes de démente. En ce sens, ces jeunes femmes sont mortes pour rien, quelque terrible soit-il de le reconnaître. Ce sont des victimes innocentes d'un psychopathe: un garçon de leur âge à l'esprit fêlé.

La folie existe au-delà ou en deçà de toute rationalité, car la condition humaine porte aussi en elle l'horreur, la violence, l'ineffable. Le reconnaître, aussi douloureux que ce soit, permet peut-être d'atténuer le sentiment d'impotence que l'on peut éprouver à survivre à ceux que nous aimons. Ne pas oublier le carnage d'il y a vingt ans ne donne pas un sens à la mort de ces jeunes filles. Cela permet seulement de reconnaître que la tragédie est au cœur de l'être humain.

denbombardier@videotron.ca

## Polytechnique, 20 ans après

CHRISTOPHE GUY

Professeur et directeur général de l'École polytechnique

**L**e 6 décembre 1989 est une date à jamais gravée dans le cœur de la communauté de l'École polytechnique et dans notre conscience à tous. Je souhaite aujourd'hui mettre en lumière la façon dont nous avons traversé ces deux décennies.

L'événement terrifiant qui a eu lieu entre les murs de notre établissement il y a 20 ans a fauché la vie de 14 jeunes femmes et bouleversé celle d'un grand nombre de personnes, dont beaucoup portent encore des séquelles physiques ou psychologiques. Pour plusieurs d'entre nous, ce drame demeure, aujourd'hui encore, indicible. Par respect pour toutes les victimes, l'École a choisi de souligner chaque année le 6 décembre sobrement et dans l'intimité.

## Avenir et espoir

Mais ce n'est pas de deuil que je veux parler ici, mais d'espoir en l'avenir. On ne sort pas in-

demne d'une telle tragédie, on en sort différent. Pour nos étudiants d'alors, les membres de notre personnel et nos professeurs, rien n'a plus été pareil après. Certains se sont activement engagés dans l'action caritative et humanitaire; d'autres ont milité pour des causes importantes, telles que le contrôle des armes à feu, dans le but d'éviter qu'un événement de ce genre ne se reproduise.

Tous, à notre manière, avons cherché à continuer à vivre, à donner un sens à notre vie, à trouver des raisons d'espérer. Sitôt après le drame, on a assisté à Polytechnique à un formidable élan de solidarité. Tous ont tenté de s'apporter soutien mutuel et réconfort et d'opposer l'humanité à la destruction. Jamais peut-être n'avions-nous été si proches les uns des autres, si attentifs les uns aux autres.

Celles et ceux qui se destinent au génie rêvent de faire une différence dans la société. Pour avoir eu ce même rêve, des jeunes femmes ont perdu la vie il y a vingt ans. Aujourd'hui, je veux remercier l'ensemble de nos professeurs et de notre personnel, ainsi que les partenaires de Polytechnique, pour avoir permis à d'autres

jeunes de réaliser ce rêve. [...]

## Un appel aux femmes

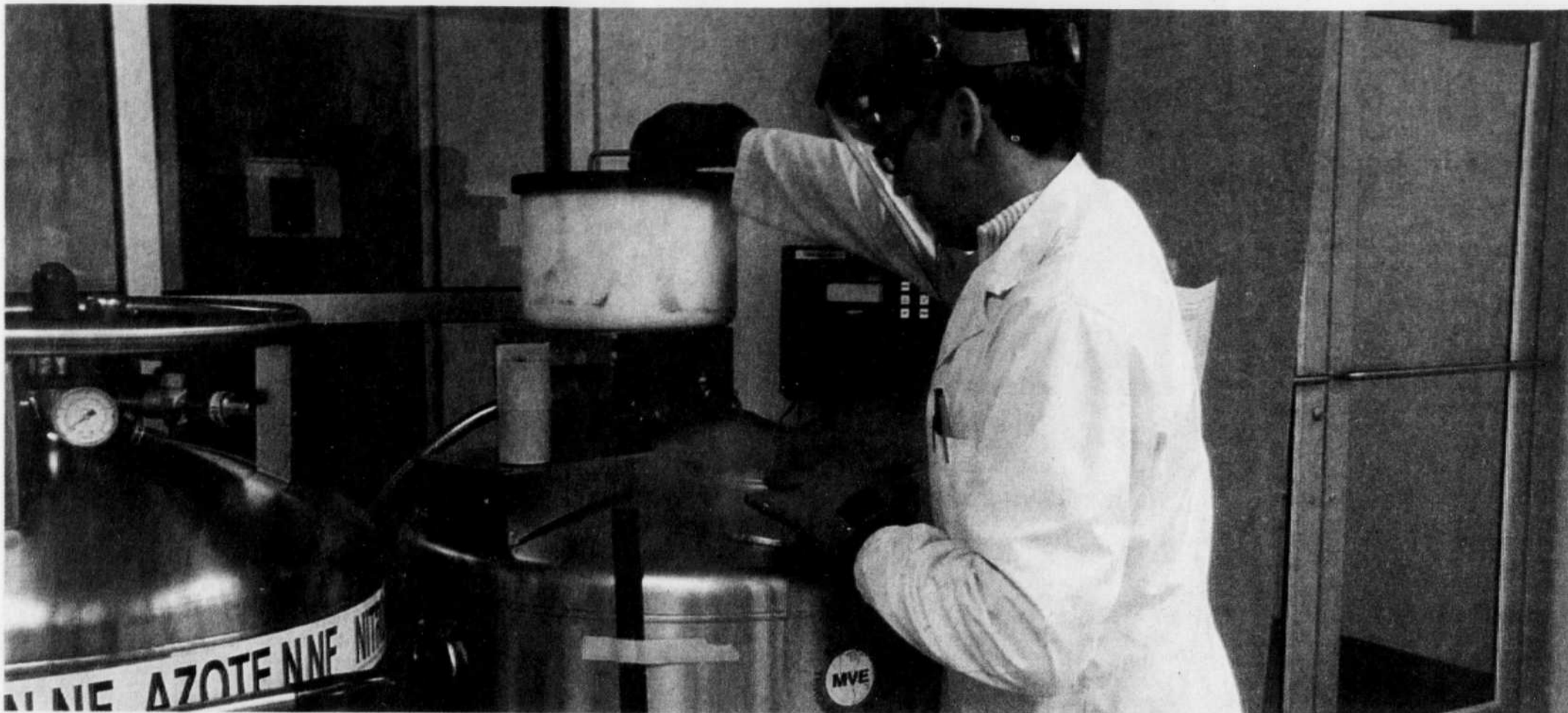
Je veux aussi dire aux jeunes générations que le monde a besoin d'ingénieurs et qu'il a besoin d'ingénieures. Si les femmes représentent aujourd'hui 21,4 % des étudiants de Polytechnique au premier cycle (18 % en 1989), l'Ordre des ingénieurs du Québec n'en compte quant à lui que 11,2 %. Nous souhaitons voir augmenter ces effectifs et c'est dans cette optique que nous avons créé, entre autres, la Chaire Marianne-Marschal en 1998, consacrée à la promotion du génie auprès des femmes.

La relève féminine est essentielle aux entreprises et de belles carrières en génie sont promises aux jeunes femmes. Je sais qu'elles espèrent plus de leur profession qu'un salaire confortable ou la reconnaissance. Comme leurs confrères aujourd'hui, elles ont besoin de sens. J'aimerais leur faire valoir qu'être ingénieur est plus que jamais porteur de sens, à l'heure où les considérations environnementales, sociales et éthiques sont désormais au cœur du métier d'ingénieur. Le génie, moteur de progrès, change le monde. Et pour changer le monde, on a besoin des talents de toutes et de tous.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

REDACTION Information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (astronomie), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Sausy (santé), Philippe Papineau (pupitre), information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourguette-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (caricaturiste), Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices), Paul Cauchon et Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folié-Boivin (commis Internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emmond (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Parc (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhéret (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Jean de Billy, Jennifer Boldy-Demers, Jean-François Bosse, Marlène Côté, Stéphanie Deziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Posier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebail (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernais, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

# SCIENCES



«Tous nos équipements, tels que les congélateurs, sont constamment sous monitoring. Et un double de chaque échantillon est entreposé dans un second site au cas où il arriverait une catastrophe à Chicoutimi. L'emplacement de ce site miroir demeure secret», précise le directeur de la biobanque, Steve Arsenaault. PHOTOS CART@GENE

## Le profilage génétique

Le projet Cart@gène, qui dresse la carte d'identité des Québécois, est sur les rails et, déjà, les retombées s'annoncent nombreuses

Le recrutement va bon train et la cadence devrait même s'accroître au cours des prochaines semaines avec l'ouverture de nouveaux sites pour accueillir les participants. Fin novembre, près de 3000 personnes de 40 à 69 ans, sur les 20 000 Québécois visés, s'étaient enrôlés dans cette vaste enquête d'une durée de 50 ans qui porte sur les déterminants de la santé que sont les habitudes de vie, la nutrition, l'environnement et le patrimoine génétique de ces individus. Les artisans du projet Cart@gène demandent aux participants de respecter leurs rendez-vous car «chaque fois qu'un d'entre eux ne se présente pas, nous gaspillons des ressources publiques puisque l'infirmière qui devait le recevoir perd son temps», souligne le Dr Claude Laberge, directeur scientifique de Cart@gène.

PAULINE GRAVEL

«**L**e fait de suivre les participants pendant les 50 prochaines années permettra d'observer l'apparition de maladies et nous aidera à identifier les facteurs génétiques et environnementaux qui induisent l'apparition de ces maladies», résume le Dr Pierre Ayotte, de l'Institut national de santé publique du Québec, qui sera le premier chercheur à avoir recours à certains échantillons de Cart@gène.

«L'ostéoporose et l'athérosclérose, voire l'hypertension, sont vraisemblablement associées car elles découlent d'un vieillissement accéléré. Cart@gène devrait nous confirmer cette hypothèse et nous révéler d'autres liens entre diverses maladies», donne en exemple le Dr Pavel Hamet, chercheur principal de Cart@gène, qui prévoit utiliser les données de Cart@gène pour trouver un gène commun à ces trois maladies. On pourrait ensuite mettre au point un médicament capable d'empêcher l'expression de ce gène fautif qui engendre ces maladies, pourtant si différentes.

Sachant que l'obésité possède vraisemblablement une cause génétique, Cart@gène devrait permettre de connaître le génotype qui rend certaines personnes plus susceptibles que d'autres de souffrir d'obésité. Il deviendra alors possible d'identifier ces individus à risque et de leur recommander d'adopter au plus vite une diète faible en gras.

De même, la schizophrénie est de toute évidence une maladie génétique mais dont l'expression, qui survient au début de l'âge adulte, est le résultat de l'interaction entre gènes de prédisposition et facteurs environnementaux. Cart@gène aidera à découvrir ces gènes et à circonscrire ces facteurs environnementaux, vraisemblablement le stress et la nutrition. «Ces découvertes nous permettront de cibler les porteurs de ces gènes de prédisposition. Ensuite, si on réussissait à maîtriser les facteurs de risque, on pourrait peut-être atténuer, voire retarder l'apparition des symptômes», explique Denis Bilodeau, directeur exécutif de Cart@gène.

Somme toute, «Cart@gène permettra une médecine personnalisée. Chaque patient recevra le médicament qui convient à son profil génétique. Les traitements administrés seront ainsi beaucoup plus efficaces», résume le Dr Claude Laberge.

Où seront entreposés les échantillons d'ADN et d'urine? Un espace de près de 800 mètres carrés a été aménagé au Centre hospitalier universitaire régional affilié de Chicoutimi pour accueillir les échantillons biologiques des participants. Pour toutes ces personnes, 57 palettes contenant chacune 500 micro-litres de plasma ou de serum seront conservées à moins 190 degrés Celsius dans l'azote liquide, et six tubes comprenant deux millilitres d'urine seront entreposés dans des congélateurs à moins 80 degrés.

Deux séries de 384 échantillons d'ADN sont obtenues à partir de 10 millilitres de sang. Environ 10 micro-litres de sang sont déposés dans chacun des 384 petits réservoirs d'une plaque, dans lesquels fut déposé au préalable un papier imbibé de composés chimiques capables de briser les membranes des cellules et de leur noyau contenant l'ADN, qui est ainsi libéré et se retrouve emprisonné entre les fibres du papier. Les deux plaques de 384 échantillons d'ADN sont ensuite préservées à la température de la pièce (20 degrés) et sous une humidité contrôlée inférieure à 40%.

«Tous nos équipements, tels que les congélateurs, sont constamment sous monitoring. Et un double de chaque échantillon est entreposé dans un second site au cas où il arriverait une catastrophe à Chicoutimi. L'emplacement de ce site miroir demeure secret», précise le directeur de la biobanque, Steve Arsenaault.

«La confidentialité des participants est assurée à tous les stades du projet. Aucun nom, adresse ni numéro de téléphone, cellulaire ou courriel, ne sera conservé dans la banque de données de Cart@gène», souligne le Dr Laberge. Des codes remplacent ces informations personnelles. L'accès à des données et à des échantillons codés sera accordé uniquement aux chercheurs qui auront reçu les autorisations requises par les comités éthiques et scientifiques. En aucun temps les assureurs ou les employeurs n'auront le droit d'accéder aux données ou aux échantillons de Cart@gène.»

**Collaboration nationale et internationale**

Depuis un an, Cart@gène est membre du partenariat canadien Espoir pour demain qui constitue une banque canadienne de données physiques, sociales, épidémiologiques et d'échantillons biologiques (sang, urine et ADN) concernant 300 000



adultes âgés entre 35 et 69 ans. L'Alberta (30 000 participants), la Colombie-Britannique (50 000), l'Ontario (150 000) et les provinces de l'Atlantique (50 000) font également partie du partenariat et se sont fortement inspirées de Cart@gène dans l'élaboration de leur propre projet.

«L'accès à un plus grand nombre de biobanques facilitera l'identification des causes de maladies complexes comme le cancer, les maladies cardiovasculaires, la schizophrénie et la sclérose en plaques, qui sont liées à des facteurs environnementaux et génétiques. Les 20 000 échantillons de Cart@gène ne suffiraient pas à cumuler un nombre suffisant de personnes atteintes du cancer pour permettre une telle identification, d'où l'importance d'harmoniser le plus possible de biobanques», explique Saminda Pathmasiri, généticienne et avocate pour Cart@gène et P3G.

Le consortium international Public Population Project in Genomics (P3G), dont Cart@gène est l'un des fondateurs, vise à harmoniser les données (autant épidémiologiques que cognitives, biochimiques et physiques) recueillies lors de la mise en place de biobanques dans les divers pays du monde, afin de pouvoir partager les données que renferment plusieurs biobanques, explique Isabel Fortier, de P3G.

Parmi les quelque 138 études de population de plus de 10 000 participants qui incluent la constitution d'une biobanque d'échantillons d'ADN, 50 prendront part à ce processus d'harmonisation qui permettra aux chercheurs du monde entier d'avoir accès à une cohorte de 5,4 millions de participants. Au nombre des pays qui ont accepté de faire partie de P3G figurent le Canada, les États-Unis, la Chine, le Japon, l'Australie et 12 pays européens dont la France, le Royaume-Uni, l'Italie, la Suède, la Norvège et la Finlande.

«Grâce à une telle entente avec d'autres biobanques du monde qui, lors de leur mise sur pied, posent les mêmes questions, prennent les mêmes mesures physiques et biochimiques et entrent les données de la même façon, les chercheurs auront accès à un plus grand nombre d'échantillons, ce qui leur permettra d'atteindre dans leurs résultats de recherche un niveau statistique suffisant qui leur permettra d'arriver beaucoup plus rapidement à des données probantes», explique Bartha Maria Knoppers, chercheuse principale au projet Cart@gène. «Même avec une banque de données de 500 000 participants, comme le Royaume-Uni prévoyait d'obtenir, cela prendra 19 ans avant de pouvoir y dénicher une cohorte de 10 000 femmes qui seront atteintes du cancer qu'un chercheur voudra étudier.»

**Accès aux données**

«L'accès aux données de Cart@gène sera contrôlé. Ce ne sera ni complètement ouvert, comme ce serait le cas en aménageant un accès sur Internet, ni

fermé, ce qui ne permettrait qu'à un groupe de chercheurs privilégiés d'y avoir accès», précise M. Pathmasiri. Les scientifiques qui proposent une étude requérant l'utilisation de données de Cart@gène doivent obtenir l'approbation du comité d'éthique de leur institution ainsi que de celui de l'Université de Montréal, l'hôte de Cart@gène.

Leur projet de recherche doit également obtenir le feu vert d'un comité indépendant composé d'un éthicien, d'un avocat, d'un épidémiologiste, d'un généticien, d'un spécialiste de la santé publique et d'un journaliste scientifique. Puis, avant d'avoir accès aux échantillons, les chercheurs doivent signer une entente dans laquelle ils s'engagent à respecter la confidentialité des données.

Certains esprits critiques croient que les données de Cart@gène serviront surtout à la «bio-industrie qui est de plus en plus alléchée par les perspectives de la pharmacogénétique», soulignait récemment un de nos lecteurs.

«À ce jour, aucun chercheur du domaine privé ne s'est manifesté; seuls des chercheurs du secteur public ont déposé des demandes d'accès aux données de Cart@gène», répond Denis Bilodeau, directeur exécutif de Cart@gène.

«Certaines découvertes pouvant servir à améliorer le diagnostic ou le traitement d'une maladie passent nécessairement, un jour, entre les mains d'une compagnie pharmaceutique ou de biotechnologie», fait valoir M. Bilodeau pour expliquer le fait que l'on accordera l'accès aux données de Cart@gène également aux chercheurs œuvrant en milieu privé. Mais pour obtenir un tel accès, ces derniers devront assumer des coûts beaucoup plus élevés que ceux financés par des fonds publics. Ceux-ci ne paieront que les coûts encourus par Cart@gène. Par contre, on facturera aux chercheurs du secteur privé une prime qui sera réinvestie dans les équipements et la recherche publique», explique M. Bilodeau.

**Le cas de l'Islande**

Bien sûr, l'exemple de l'Islande, qui avait confié en grande partie le montage de sa banque de données et d'échantillons biologiques à la compagnie DeCode Genetics, peut en inquiéter plusieurs. Incapable de rentabiliser à court terme son investissement dans la biobanque, DeCode s'est retrouvée, le 17 novembre dernier, sous la protection de la Loi de la faillite.

Et comme l'Islande a été sévèrement touchée par la crise économique, il lui est impossible de réinvestir dans cette infrastructure de génomique populationnelle et d'en assurer la survie. «Si personne ne se présente pour racheter DeCode, tous les échantillons devront être jetés», déplore M. Bilodeau, qui fait remarquer que le modèle de Cart@gène est tout autre car il a été entièrement financé par des fonds publics en provenance de Genome Québec et Genome Canada.